

**oct.
2013**



**Le lien
avec
les syndiqués**

Vos sites

www.udcgt10.fr
www.cgt.fr
www.librairie-nvo.com
www.indecosa.cgt.fr
www.ancavtt.asso.fr

Vos contacts

- UD Aube :

2A Bd. du 1er RAM 1er étage
Tél. : 03 25 73 38 47
Fax : 03 25 73 84 27
e-mail : udcgtaubes@aol.com
Les lundis, mardis, jeudis :
de 9 h 30 à 17 h
Le mercredi :
de 9 h 30 à 12 h
Le vendredi :
de 9 h 30 à 16 h

- UL Troyes :

Tél. : 03 25 73 49 40
Permanence :
mercredi : 10 h à 12 h
et 14 h à 16 h
Permanence conseil
du salarié :
jeudi : 14 h/17 h
ulcgtroyes10@gmail.com

- UL Romilly :

Rue de la Boule-d'Or
Tél. : 03 25 24 49 43
Fax : 03 25 24 88 10
Port. : 06 64 52 96 83
e-mail :
ul.cgt.romilly@wanadoo.fr

- UL Brienne :

25 Rue Maréchal Valée
Tél. 06 63 19 90 97

- UL Bar/Seine :

Rue du Palais de justice

- UL Bar/Aube :

9 Rue du collège

- USR :

Tél. : 03 25 73 66 23
Secrétariat lundi :
de 14 h à 16 h 30
e-mail :
usrct.aube@orange.fr



Retraites Impossible d'en rester là !

Le 15 octobre à 17h00, l'Assemblée nationale a voté à 10 voix près le projet de réforme des retraites, pourtant rejeté par la majorité des salariés.

Ce même jour, ce sont des dizaines de milliers de salariés et de retraités qui se sont mobilisés au travers de 151 manifestations, le plus souvent dans l'unité syndicale.

Les secrétaires généraux des quatre organisations syndicales, CGT, FO, FSU et Solidaires ont ainsi réaffirmé devant l'Assemblée nationale leur opposition à ce projet de loi régressif, contraire aux engagements pris en 2012 par l'actuelle majorité.

Les organisations de la CGT se sont déployées durant la semaine du 7 au 11 octobre pour mobiliser les salariés sur cette question des retraites, en lien avec leurs revendications en matière d'augmentation des salaires, de l'emploi, des conditions de travail.

Ce projet de loi, voté par l'Assemblée nationale, doit maintenant être examiné par le Sénat. Rien n'est donc joué à l'heure qu'il est.

La CGT propose d'examiner avec les autres organisations syndicales les suites à donner pour peser jusqu'au bout sur le débat parlementaire.

Montreuil, le 15 octobre 2013

A Troyes, après un rassemblement place Jean Jaurès, les manifestants se sont rendus en cortège devant la Préfecture de l'Aube pour entendre l'intervention, de David Morin, secrétaire de l'UD-CGT, au nom de l'intersyndicale CGT, FSU, FO.

Pour d'autres informations voir notre site internet : <http://www.udcgt10.fr>

Retraites, de l'argent ...il y en a !

Alors qu'il nous faudrait entre 7 et 20 milliards d'euro pour ne pas mettre en péril notre système de retraite :

- L'évasion fiscale frauduleuse est de 80 milliards d'euro pour 2012, rien que pour notre pays,
 - Les dividendes d'actionnaires ont été multipliés par 7 pendant que les salaires ont été multipliés par 1,8
- Le financement est possible pour un départ à 60 ans à taux plein.
- En faisant contribuer tous les revenus ce qui rapporterait 10 milliards d'euros sans compter les revenus financiers des entreprises qui doivent être mis à contribution.
 - Augmenter et moduler les cotisations patronales en fonction des politiques d'emploi et salariales
 - D'appliquer l'égalité femmes/ hommes ce qui rapporterait 5 milliards à la protection sociale.



Caravane de la protection sociale Pour une reconquête de la Protection sociale



CALENDRIER ET LOCALISATIONS DES REUNIONS PUBLIQUES
notre caravane poursuit son chemin avec les deux dernières étapes

Le mercredi 23 octobre : à Aix en Othe
Le jeudi 14 novembre : à Troyes, (Amphi ADPS)

Un bilan complet sera fait dans le prochain numéro de l'Aube Syndicale, nous invitons tous les militants à participer largement le jeudi 14 novembre de 18H. à 20H à l'ADPS 5 rue Marie curie à Troyes. **VENEZ NOMBREUX.**

Protection sociale encore...!

Qui douterait encore que le Medef fait de la politique ?

Qui peut imaginer qu'il ne se rêve pas en faiseur de rois ? L'offensive actuelle menée par Pierre Gattaz et ses amis autour du «ras le bol fiscal » et contre le Code du travail n'a d'autre ambition que de peser sur un gouvernement qui hélas lui prête trop facilement et trop docilement l'oreille. En invitant à leur réunion de Lyon les représentants des Tondus, un mouvement d'employeurs qui ont décidé de ne plus payer leurs charges patronales, le Medef et la CGPME font-ils le choix d'en appeler à la désobéissance et au sabotage de la protection sociale ?



Voilà qui n'est pas très moderne, et pas non plus très honorable.

Retraite encore...!

Un salarié sur deux envisage de continuer à travailler

Selon une étude publiée lundi 14 octobre, près d'un salarié sur deux (49%) compte garder une activité professionnelle pendant sa retraite, en majorité par souci d'argent

Parmi eux, 18% disent avoir envie de rester actif professionnellement et 31% estiment devoir le faire pour avoir un complément de revenu. Et, petites retraites obligent, les fonctionnaires sont 35% à envisager de travailler pour compléter leur revenu. La même enquête révèle que les salariés sont majoritairement défavorables au principe d'un allongement de la durée du travail, mais un quart d'entre elles se disent personnellement prêtes à travailler plus longtemps et à temps plein, 37% sont d'accord pour travailler plus longtemps mais à temps partiel, et 38% excluent de partir plus tard à la retraite

La CGT représentée au Grand Troyes

Depuis avril 2013 la CGT est présente dans cette collectivité. Avec les transferts de compétences qui ont déjà eu lieu (collecte des déchets...) et ceux à venir. Les 263 agents peuvent compter sur ce nouveau syndicat pour les défendre.

Défense des libertés syndicales Pétition nationale

La CGT appelle à la mobilisation pour exiger de la part du gouvernement un changement radical de politique en matière de démocratie sociale et de respect des droits sociaux fondamentaux des salariés, des citoyens. Elle invite l'ensemble des salariés, des citoyens, des militants à signer une pétition nationale pour la défense des libertés syndicales et à venir manifester le 5 novembre 2013 à Roanne, à l'occasion du procès des 5 de Roanne, qui ont refusé de se soumettre au prélèvement d'ADN.

Pétition nationale "Pour les libertés d'actions et d'expressions syndicales"

<http://www.cgt.fr/Pour-les-libertes-d-actions-et-d.html>

La CGT propose que le gouvernement et le parlement prennent trois mesures pour renforcer la protection des militants syndicaux :

- Le vote définitif, par l'assemblée nationale, de la loi d'amnistie « des délits commis lors des mouvements sociaux », adoptée par le Sénat le 28 février dernier.
- Une loi portant sur des droits nouveaux protégeant les militants syndicalistes et progressistes qui, dans le cadre de leur mandat, agissent dans une action collective.
- De retirer de la liste des délits susceptibles d'être inscrits au fichier des emprunts génétiques, toutes les condamnations touchant les militants syndicalistes et progressistes qui, dans le cadre de leur mandat, agissent dans une action collective.

Le pôle communication souhaite recevoir plus d'informations des différentes actions, négociations, résultats d'actions, pour faire de votre journal l'Aube Syndicale un véritable journal d'informations locales vers les syndiqués.

Adressez vos comptes-rendus à l'UD.

C'est mieux en le disant...!

Ce sont les salariés par leur travail qui créent les richesses,

mais tant que le patronat et les gouvernements appréhenderont le travail comme un coût, le chômage et la précarité augmenteront et le pouvoir d'achat baissera.

Cette politique d'austérité alimente la récession économique et industrielle en France.

Avec la confédération européenne des syndicats, nous disons que l'austérité menée partout en Europe n'est pas la solution mais le problème : **il faut changer de cap dans chaque pays.**

De plus en plus de militants sont frappés par la criminalisation de l'action syndicale.

La CGT a décidé de lancer une grande campagne nationale pour les libertés syndicales.

Le 5 novembre 2013, un grand rassemblement national aura lieu à Roanne, le jour où les 5 syndicalistes de Roanne, symboles de cette criminalisation, seront convoqués au tribunal.

Par solidarité, une délégation de l'**UD-CGT de l'Aube** se rendra à Roanne ce jour là.

Dans l'Aube, le collectif contre la répression syndicale est en place et travaille sur les cas recensés.

(au moins 3 à ce jour)

Prenez contact avec l'UD-CGT.

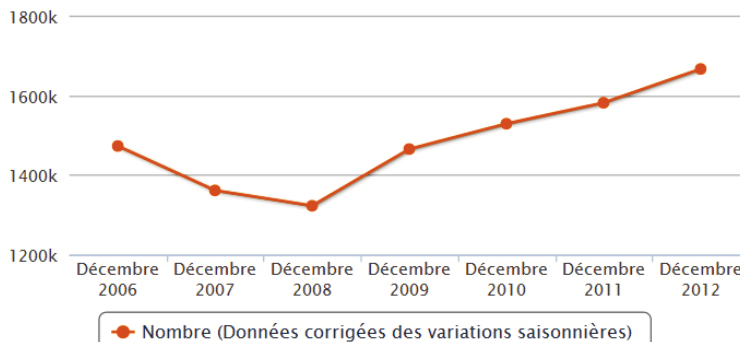


Les débats sur le Travail dominical et le travail de nuit viennent d'être ravivés par plusieurs décisions de justice (SEPHORA, LEROY MERLIN,...) faisant interdiction à de grandes enseignes de déroger aux règles applicables. La CGT soutient que ces deux formes de travail doivent rester l'exception, tout en rappelant que c'est bien le pouvoir d'achat qui reste l'élément central de l'adhésion de certains salariés, notamment les plus jeunes à ces déréglementations.



Près de 3,7 millions de personnes sont allocataires de minima sociaux, mais un peu plus de 6 millions de personnes au total en vivent...

Evolution du nombre de titulaires du RMI et API puis RSA socle



Source : Cnaf

Montant du RSA socle au 01/01/2013 : 483 € pour une personne seule sans enfant, 869 € pour une personne seule avec deux enfants, 1014 € pour un couple avec deux enfants.



www.nvo.fr

Agenda

23 octobre 2013: Caravane de la protection sociale à Aix en Othe

24 octobre 2013
Congrès des cheminots de Troyes

29 octobre 2013
Commission Executive de l'UD

14 novembre 2013: Caravane de la protection sociale à l'ADPS

19 décembre 2013
Congrès de l'USR

À LA MACIF,
CHAQUE VOIX
COMPTE.
ALORS, VOTEZ
POUR ÉLIRE
VOS DÉLÉGUÉS.

Du 14 novembre au 1^{er} décembre 2013, comme 5 millions de sociétaires et adhérents du groupe Macif, faites entendre votre voix en votant pour élire vos 2000 délégués.

Renseignez-vous sur macif.fr

Macif-Mutualité, mutuelle régie par le Livre II du Code de la mutualité, adhérente à la Mutualité Française. SIREN : 779 558 501. Siège social : Carré Hausmann - 22708, rue Joubert - 75425 Paris Cedex 8.
MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE.
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 2 et 4, rue de Pied de Fond 79000 Niort.

